

DÉPARTEMENT  
DES  
BOUCHES-DU-RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

MAIRIE  
DE  
BOUC BEL AIR

Code Postal 13 320

L'an deux mille vingt-deux, le 28 novembre

Le Conseil Municipal, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Richard MALLIÉ, Maire.

N°22.08.31

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Date de convocation du Conseil Municipal : mardi 22 novembre

Présents	23
Pouvoirs	10

**MEMBRES PRESENTS** : Richard MALLIÉ, Mathieu PIETRI, Corinne LE MEUT, Yann PERTUISEL, Thomas BERGÈRE, Sophie SURACE, Stéphan PIERRACCINI, Joseph CASSARO, Roger MOSSÉ, Dominique BIECHE, Pierre MARROC, François DENIAU, Evelyne LOUIS, Catherine BIENFAIT, Marie-Christine RODRIGUEZ, Marie-Pierre VITIELLO, Camille GAIDO, René ALBERICCI, Philippe CANOBIO, Geneviève MARTIN, Saïd ACHACHE, Michèle DECHAUD, Julien BOULARD.

**POUVOIRS** : Christine SICCARDI à Richard MALLIÉ, Maëva GAUTELIER à Corinne LE MEUT, Véronique GARNIER à Thomas BERGÈRE, Catherine FOULON à Sophie SURACE, Florian PARIS à Roger MOSSÉ, Patricia COTTI à Stéphan PIERRACCINI, Jean-François CAIRE Yann PERTUISEL, Julien ESTERINI à Mathieu PIETRI, Hervé CAYLA à Saïd ACHACHE, Hortense MALLIÉ à Joseph CASSARO.

Camille GAIDO a été élue secrétaire.

**OBJET :**  
**ACTUALISATION -**  
**CONTRATS**  
**D'APPRENTISSAGE**

L'apprentissage constitue un dispositif de formation adressé à des personnes âgées de 16 à 29 ans (34 ans dans certains cas) ayant satisfait à l'obligation scolaire ou à des personnes en situation de handicap sans limite d'âge, alternant une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre professionnel.

Il prend la forme d'un contrat à durée déterminée de droit privé régi par le Code du travail. Il associe une formation en entreprise ou en collectivité publique et un enseignement dispensé dans un centre de formation d'apprentis (CFA). Les frais de formation sont à pris en charge en partie par l'employeur.

L'apprentissage, en permettant d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration permettant la délivrance d'un diplôme ou d'un titre, présente donc un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui.

Compte tenu de ces avantages, il est envisagé le recours aux contrats d'apprentissage, selon le tableau prévisionnel suivant :

Service	Nombre de postes possibles	Diplôme(s) préparé(s)	Durée de la Formation
Pôle attractivité et animation du territoire	4	BTS Communication, événementiel ou équivalent / BTS Design graphique (Communication et Médias)	2 ans
Technique – bâtiments Technique – voirie Technique – espaces verts	3	CAP, BAC Pro ou BTS (ou niveaux équivalents) Électricien CAP Conducteur d'engins - travaux publics CAP agricole jardinier-paysagiste CAP, BAC Pro (ou niveaux équivalents) technicien polyvalent voirie, propreté, bâtiment	2 ans
Finances et marchés publics	1	BAC Pro, BTS comptabilité, finances ou équivalent	2 ans

Le Comité Technique, qui s'était réuni le 1<sup>er</sup> décembre 2021, avait émis un avis favorable à la possibilité d'avoir recours aux apprentis selon les conditions présentées. Le Conseil Municipal est invité à se prononcer, lors de la séance, sur la possibilité de recourir à ce type de recrutement selon les modalités de financement et de mise en œuvre présentées ci-dessus.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du travail notamment les articles L.6211-1 et suivants,

Vu la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

Vu la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Vu la Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels

Vu le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

Vu le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le Décret n° 2017-199 du 16 février 2017, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 16 novembre 2020,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 14 septembre 2021,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 1<sup>er</sup> décembre 2021,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 16 novembre 2022,

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

**A l'Unanimité,**

**APPROUVE** le principe du recours à l'apprentissage.

**DECIDE** de permettre le recours aux contrats d'apprentissage conformément au tableau présenté ci-dessus et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à son dispositif, notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget en cours et à venir.

Fait et délibéré en séance à Bouc Bel Air, les mois et an susdits  
Pour copie conforme.

Certifiée exécutoire par le Maire,  
Compte-tenu de la réception en  
Sous-Préfecture le : 01/11/2022  
et de la publication le : .....



Richard MALLIÉ,  
Maire.



